

Les chiffres clés



	Au 31/01/13	Au 31/01/14	Evol°
DEFM catégorie A – 25 ans (Pôle emploi)	1 984	2 049	↗ 3%
JDI (MLVA)	1 745	1 797	↗ 3%



## **85 190 contrats d'emplois d'avenir ont été prescrits en 2013 et 7 200 en janvier 2014**

Dispositif phare du gouvernement dans sa lutte contre le chômage des jeunes, les emplois d'avenir ont été lancés en novembre 2012 avec comme objectif la signature de 100 000 emplois d'avenir pour la fin 2013 et de 150 000 fin 2014. L'Union nationale des Missions locales (UNML) recense 85 190 prescriptions de contrats d'emplois d'avenir pour l'année 2013 et 7 200 pour janvier 2014. En 2013, les emplois d'avenir du secteur non marchand ont représenté 82 % des prescriptions. Michel Sapin a adressé une lettre aux préfets demandant que la part du secteur marchand ne s'accroisse plus en 2014 pour éviter les effets d'aubaine. La moitié (51,2 %) des jeunes recrutés en emplois d'avenir sont des femmes, 3,1 % sont des jeunes reconnus travailleurs handicapés. 13,3 % des emplois d'avenir habitent en Zone de revitalisation rurale (ZRR) et 17,5 % résident en Zones urbaines sensibles (ZUS).

*Emplois d'avenir : 85 190 prescriptions au 31 décembre 2013, 7 200 depuis le 1er janvier 2014 (UNML). - BOUZGARROU Claire-Hélène. - AEF, 193555, 10 février 2014.*

[Accéder au site de l'UNML.](#)



## **MISSION LOCALE :**

### **Les orientations budgétaires 2014 des Missions locales**

La programmation et les orientations 2014 concernant les Missions locales ont été adressées aux Direccte par la DGEFP dans une lettre datée du 6 février 2014 et rendue publique par l'Union nationale des missions locales (UNML). La répartition de l'enveloppe nationale du Contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis) est de 46,5 M€ pour l'année pour un objectif national reconduit soit 160 840 jeunes. Une répartition des objectifs pour l'ANI jeunes (20 000 entrées en 2014 pour une enveloppe de 30 M€) est proposée à partir des objectifs fixés pour 2013, après vérification de leur cohérence avec les besoins de chaque territoire. Sont également donnés des éléments sur le conventionnement 2014 État-Missions locales dans le cadre de la campagne des dialogues de gestion 2014. *Missions locales : la DGEFP détaille les orientations budgétaires 2014. - BOUZGARROU Claire-Hélène. - AEF, 193685, 12 février 2014.*

[En savoir plus sur le site de l'UNML](#)

## **FORMATION :**

### **Formation des détenus : l'expérimentation régionale prolongée d'un an**

Prévue initialement pour trois ans, l'expérimentation du transfert de l'organisation et du financement de la formation professionnelle des détenus aux Régions des Pays de la Loire et d'Aquitaine est prorogée d'un an. Le bilan dressé en janvier 2014 à l'occasion du comité de pilotage fait état de résultats encourageants : 361 détenus sont entrés en formation en 2013 et au 31 décembre 2013, 93 étaient toujours en formation, 124 étaient parvenus au terme de leur parcours de formation, 70 avaient obtenu un examen de formation générale, un CAP, une certification, un titre professionnel, un certificat de capacité professionnelle ou une habilitation. 48 % des détenus sortis de formation avec un projet ont trouvé un travail à l'extérieur de la prison. *Formation des détenus : l'expérimentation régionale prolongée d'un an. - Région des Pays de la Loire. - 2014.*

- **Quand les acteurs de la formation se forment**

Accélération des mutations économiques et sociales, évolution du cadre législatif, inscription de la formation professionnelle continue dans le champ des marchés publics, nécessaire progression des méthodes et outils pédagogiques pour mieux répondre aux besoins des différents types de publics... Les organismes évoluent dans un environnement complexe et mouvant qui les oblige à être compétitifs et performants. Pour favoriser la professionnalisation des acteurs de la formation continue, la Région des Pays de la Loire a confié au Centre académique de formation continue (Cafoc) de Nantes, la mise en œuvre d'un programme de professionnalisation. Une enveloppe de 403 000 € pour deux ans est dédiée à cette démarche. Le programme 2013-2014 comporte ainsi des actions visant notamment le développement collectif de méthodes et d'outils pédagogiques innovants liés aux compétences clés, l'optimisation de la construction des parcours de formation de la prescription à la certification, et l'organisation et l'animation de rencontres et d'ateliers professionnels. *Quand les acteurs de la formation se forment. - Région des Pays de la Loire. - 2014.*

**INSERTION :**

- **Création de 100 postes d'adultes relais chargés de repérer les jeunes éloignés de l'emploi**

François Lamy a annoncé le 17 février 2014 la création de près de 100 postes d'adultes relais chargés aux côtés de Pôle emploi et des Missions locales d'effectuer un travail de repérage, de dialogue et d'accompagnement auprès des jeunes durablement éloignés de l'emploi afin de les "remobiliser" et de les orienter vers la structure qui leur permettra d'entrer dans une dynamique d'insertion professionnelle. Ces adultes-relais pourront, par exemple, repérer des jeunes susceptibles de contracter un emploi d'avenir. 400 autres postes d'adultes relais dépendant du ministère de la Ville seront créés pour travailler sur diverses problématiques telles que la lutte contre les discriminations et l'égalité hommes-femmes. *François Lamy annonce la création de 100 postes d'adultes relais chargés de "repérer" les jeunes éloignés de l'emploi. - BOUZGARROU Claire-Hélène. - AEF, 193940, 17 février 2014.*

**ORIENTATION :**

- **Vers un véritable service public régional de l'orientation**

Interview de Jean-Philippe Magnen, vice-président du Conseil régional des Pays de la Loire concernant l'expérimentation du Service public régional de l'orientation (SPRO) dans la région. Service d'orientation gratuit pour tous et en tout point du territoire, le SPRO est expérimenté à l'échelle régionale via un partenariat État, Rectorat, partenaires sociaux et Région. Il s'appuie sur une charte du Service public de l'orientation élaboré avec les huit réseaux d'accueil information orientation et signée en janvier 2013. La mise en œuvre du schéma de professionnalisation des acteurs de l'Accueil, information, orientation (AIO) a été confiée au Carif-Oref des Pays de la Loire. *Vers un véritable service public régional de l'orientation. - Région des Pays de la Loire. - 2014.*

- **Le SPRO prend son envol**

Le Service public régional de l'orientation (SPRO) vise à une meilleure prise en charge du public sur les questions d'orientation. Le principe est de donner accès à l'information sur l'orientation « tout au long de la vie », et qu'elle soit disponible dans n'importe quelle structure liée à l'emploi ou la formation. Le service s'adresse à toute personne qui se questionne sur son orientation ou sa réorientation. Les différentes structures concernées vont disposer d'une base commune d'information sur l'orientation. Celle-ci est accessible au sein de toutes les structures labellisées : soit de façon matérielle via l'accès à des documents, soit de façon dématérialisée via des sites internet ou une plateforme téléphonique régionale (0800 200 303). Le service public d'orientation obéit bien à une démarche de partenariat, insistent les principaux partenaires. Mais chacune garde une vraie visibilité et sa spécificité. Tout le monde s'occupe de tout le monde au premier niveau d'information. "Grâce à ce service, une personne doit avoir la réponse à sa question sur l'orientation sans aller dans plus de deux structures liées à l'emploi," explique Annick Helin, responsable du Pôle Emploi de Sablé. Aujourd'hui, le SPRO concerne 17 territoires dans la région des Pays de la Loire, région pilote sur cet enjeu. Cette nouvelle approche des structures dédiées à l'emploi découle à l'origine d'une loi de 2009 qui impose désormais le droit à l'information et à l'orientation. Ce qui implique que les acteurs se mobilisent pour améliorer la prise en charge des publics. *Un partenariat pour informer sur l'orientation. - LAMBE Cécile. - OUEST FRANCE, s.n., 04/02/2014. - n.p*

[En savoir plus sur le site du Carif-Oref des Pays de la Loire.](#)

**EMPLOI :**

- **Guide des contacts pour trouver un emploi saisonnier en agriculture**

L'Association nationale emploi formation en agriculture (Anefa) a publié sa nouvelle édition (2014) du "Guide des contacts pour trouver un emploi saisonnier en agriculture". Ce guide recense en départements et régions, les contacts utiles pour trouver facilement un emploi saisonnier. Il liste également les cultures réalisées dans chaque département. Ainsi, dans les Pays de la Loire, les productions de chaque département sont décrites avec et les contacts pour trouver un emploi saisonnier sont listés : Loire-Atlantique (viticulture, pomme, poireau primeur, tomate, mâche, céleri, muguet, pépinière, plantes en pots, concombre, radis et salade), Maine-et-Loire (viticulture, framboise, fraise, poire, pomme, melon, échalote, asperge, plantes en pot, pépinières, sapin de Noël, maïs semence et tabac), Mayenne (céréales, horticulture, pépinières, poire pomme, tomate, salade), Sarthe (pomme, poire, légumes, plantes en pot, maïs semence, pépinière, céréales), Vendée (viticulture, fraise, pomme, poire, melon, pomme de terre primeur, tabac, légumes, céréales, plantes en pot, maïs semence, huîtres). *Guide des contacts pour trouver un emploi saisonnier en agriculture. - Association nationale emploi formation en agriculture. - Paris : ANEFA, 2014. - 12 p.*

- **Olonne :Troisième forum de l'emploi, de l'orientation et de la formation**

41 stands de diverses entreprises étaient présents dans une galerie marchande d'un centre commercial pour proposer une formation ou un emploi aux personnes actives de la région d'Olonne. Écoles, administrations, lycées, maisons familiales ou société privées, étaient représentés à ce troisième forum de l'orientation et de l'emploi. De nombreux entrepreneurs étaient présents pour recruter et faire connaître leur activité. *Troisième forum de l'emploi, de l'orientation et de la formation. - OUEST FRANCE, s.n., 02 février 2014. - n.p.*

- **La méthode de recrutement par simulation trouve des limites auprès des entreprises**

La Méthode de recrutement par simulation (MRS) mise en place par Pôle emploi entend placer des demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi sur des offres réputées difficiles à satisfaire. En se basant sur l'évaluation des "habiletés" à occuper le poste et non plus sur les éléments du CV, elle permet de s'affranchir d'une sélection sur le diplôme et l'expérience. Une enquête récente menée dans trois secteurs utilisateurs de la MRS (grande distribution, chaînes d'hôtellerie-restauration et banque) montre comment, malgré le bien-fondé que lui reconnaissent les entreprises, la méthode trouve des limites auprès de celles qui l'ont expérimentée. Pour les unes, elle est trop lourde ; pour les autres, elle est insuffisante. Parce qu'elle bouleverse les modes de recrutement habituels et n'entend pas composer avec ces derniers, la MRS suscite des réticences auprès des entreprises. Parce qu'elle conduit les employeurs à réviser leur jugement sur les demandeurs d'emploi les plus éloignés de l'emploi, elle est cependant un outil indispensable pour qu'entreprises et Pôle emploi travaillent de concert. *La méthode de recrutement par simulation : une passerelle entre logiques d'entreprise et de service public. - DE LARQUIER Guillemette, RIEUCAU Géraldine, TUCHSZIRER Carole. - CONNAISSANCE DE L'EMPLOI, 107, octobre 2013. - 4 p.*

[Consulter le n° 107 de Connaissance de l'emploi sur le site du Centre d'études de l'emploi](#)

## **POLITIQUE DE L'EMPLOI :**

- **150 000 jeunes suivis par les Missions locales en 2014 dans le cadre de la cotraitance Pôle emploi-Missions locales**

Pôle emploi, le Conseil national des Missions locales (CNML) et l'État ont signé, le 26 janvier 2010, un accord-cadre de partenariat renforcé pour la période 2010-2014. Lors du conseil d'administration de Pôle emploi du 12 février 2014, a été présenté un projet d'avenant à cet accord-cadre visant à reconduire, pour l'année 2014, un volume de 150 000 jeunes suivis par les Missions locales, dans le cadre de la cotraitance, pour un montant versé par Pôle emploi de 34,5 millions d'euros. Cette cotraitance correspond à la délégation par Pôle emploi de la mise en œuvre des Projets personnalisés d'accès à l'emploi (PPAE) des jeunes demandeurs d'emploi aux Missions locales. Le montant de la subvention versée par Pôle emploi ainsi que la répartition régionale des objectifs demeurent inchangés par rapport à l'année 2013. *Cotraitance Pôle emploi-Missions locales : 150 000 jeunes à nouveau suivis par les Missions locales en 2014. - BOUZGARROU Claire-Hélène. - AEF, 193882, 17 février 2014.*

- **Pôle emploi recentre ses agences et ses missions**

2014 signe l'avènement d'une nouvelle organisation sur le territoire ligérien. Désormais, Pôle emploi dispose de 47 agences de proximité et de 5 agences spécialisées dont 2 en Loire-Atlantique où interviennent des psychologues du travail. La structure compte également 4 directions territoriales plus une agence cadres pour l'emploi à Nantes. En matière d'accueil téléphonique, il existe deux numéros : un pour les demandeurs d'emploi (3949) et un pour les entreprises (3995). Trois modalités d'accompagnement sont proposées aux demandeurs d'emploi en fonction de leur profil, en ciblant ceux qui en ont le plus besoin. Pour prévenir les incivilités subies par les agents (386 en 2012 et 484 en 2013 sur le territoire), une main courante, analysée régulièrement en comité d'hygiène et de sécurité a été mise en place. Les conseillers à l'accueil ont également suivi une formation dans ce sens. Enfin, une ligne d'écoute 7 jours sur 7 est à disposition des collaborateurs et un dispositif de gestion de crise pour les agents en situation difficile est en place. *Pôle emploi recentre ses agences et ses missions. - RAT Jocelyne. - OUEST FRANCE, s.n., 17 février 2014*

## **ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE :**

- **Regards socio-économiques sur les 6 territoires vendéens**

Six fiches territoriales 2013 sur les zones d'emploi de Challans, Fontenay-le-Comte, Les Herbiers, Montaigu, La Roche-sur-Yon et les Sables-d'Olonne dressent leurs portraits socio-économiques. Elles sont réalisées par Vendée expansion, on y trouve les données statistiques sur les équipements, la démographie, le logement, l'emploi et les activités économiques. *Vendée Expansion.*

**Fiches territoriales. 2013. Zone d'emploi : Challans**

La fiche territoriale de la zone d'emploi de Challans dresse le portrait socio-économique de cette zone (données statistiques sur les équipements, la démographie, le logement, l'emploi et les activités économiques de la zone). La zone d'emploi de Challans compte ainsi 120 284 habitants, soit 21,8 % de plus qu'en 1999 (à titre de comparaison, la Vendée a enregistré une hausse de 17,6 % de sa population sur cette période). Le revenu global moyen s'y est également élevé de 63,7 % entre 2000 et 2010 (comparable à la moyenne départementale). Par ailleurs, entre 2002 et 2012, l'emploi salarié a progressé sur la zone d'emploi de 4,3 % (contre 9,2 % en moyenne en Vendée). On compte, en 2012, 6 108 demandeurs d'emploi de catégorie A (contre 3 698 en 2007), cette évolution étant particulièrement défavorable pour les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans (+ 135,2 % entre 2007 et 2012, contre + 142,7 en moyenne départementale) et pour les demandeurs d'emploi depuis plus d'un an (+ 101,1 % contre + 124, 8 % en moyenne départementale). En matière d'activités économiques, on comptait, en 2012, 12 727 établissements (contre 10 703 en 2007), dont 49,7 % dans les services (contre 47,6 % en 2007). Les établissements sans salarié sont les plus nombreux (62,7 %) suivis par les établissements de 1 à 9 salariés (31,9 %). Les services concentrent 39,5 % des

emplois, suivis par l'industrie (26,5 %). L'industrie est le secteur qui a connu la plus grande baisse d'effectifs entre 2007 et 2012 (- 12,2 %). *Fiches territoriales. 2013. Zone d'emploi : Challans. - Vendée expansion. - LA ROCHE-SUR-YON : VENDEE EXPANSION, 2014. - 8 p.*

#### Fiches territoriales. 2013. Zone d'emploi : Les Sables-d'Olonne

La fiche territoriale de la zone d'emploi des Sables-d'Olonne dresse le portrait socio-économique de cette zone (données statistiques sur les équipements, la démographie, le logement, l'emploi et les activités économiques de la zone). La zone d'emploi des Sables-d'Olonne compte ainsi 65 573 habitants, soit 16,8 % de plus qu'en 1999 (à titre de comparaison, la Vendée a enregistré une hausse de 17,6 % de sa population sur cette période). Le revenu global moyen s'y est également élevé de 60,3 % entre 2000 et 2010 (contre + 63,3 % en moyenne départementale). Par ailleurs, entre 2002 et 2012, l'emploi salarié a augmenté sur la zone d'emploi de 9,4 % (contre + 9,2 % en moyenne en Vendée). On compte, en 2012, 3 434 demandeurs d'emploi de catégorie A (contre 2 217 en 2007), cette évolution étant particulièrement défavorable pour les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans (+ 142,3 % entre 2007 et 2012, contre + 142,7 en moyenne départementale) et pour les demandeurs d'emploi depuis plus d'un an (+ 133,7 % contre + 124, 8 % en moyenne départementale) En matière d'activités économiques, on comptait, en 2012, 6 472 établissements (contre 5 280 en 2007), dont 57,7 % dans les services (contre 54,6 % en 2007). Les établissements sans salarié sont les plus nombreux (63,2 %) suivis par les établissements de 1 à 9 salariés (31,9 %). Dans cette zone, les services concentrent plus de la moitié des emplois (51,1 %), contre 24,5 % pour le commerce et un peu plus de 12 % pour l'industrie et la construction. Les services sont le seul secteur d'activité qui a connu une évolution de l'emploi favorable entre 2007 et 2012 (+ 0,8 %). *Fiches territoriales. 2013. Zone d'emploi : Les Sables-d'Olonne. - Vendée expansion. - LA ROCHE-SUR-YON : VENDEE EXPANSION, 2014. - 8 p.*

### **MARCHE DU TRAVAIL :**

#### **Hausse de 7 % du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en décembre 2013**

Au 3e trimestre 2013, le taux de chômage dans les Pays de la Loire atteint 9,1 % (contre 10,5 % au niveau national), soit 0,6 % de plus qu'un an auparavant (progression similaire en moyenne nationale). En décembre 2013, la demande d'emploi de catégorie A progresse de 0,3 %, tandis que le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A affiche une hausse de 7 % en évolution annuelle. Les demandeurs d'emploi de longue durée voient leur nombre augmenter sur un an de 19,3 %, les demandeurs d'emploi en obligation d'emploi de 17,1 % et les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) de 14,6 %. Le nombre de demandeurs d'emploi toutes catégories confondues progresse de 8,2 % en décembre 2013 par rapport à décembre 2012. Les offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi entre janvier et décembre 2013 sont moins nombreuses que celles enregistrées au cours des 12 mois précédents (- 9,6 %). 82 % de ces offres sont issues du tertiaire. En évolution annuelle, les offres en CDI affichent une baisse de 13,2 %. En cumul sur 12 mois, les métiers les plus recherchés par les employeurs se trouvent dans les métiers de l'aide agricole de production légumière ou végétale, l'aide agricole de production fruitière et viticole et l'assistance auprès d'enfants. *Situation au 31/12/2013. - Pôle emploi Pays de la Loire. - LE MARCHÉ DU TRAVAIL SYNTHÈSE, s.n., février 2014. - 4 p.*





### CHALLANS

**Mercedes-Benz au parc d'activités de Pont Habert.** Après la Roche-sur-Yon et les Sables d'Olonne, Saga Mercedex-Benz a ouvert sa troisième concession en Vendée. L'ouverture de cette concession a permis la création de 9 postes. ( *Courrier Vendéen (Le) 27/02/14 p.17* )

### L'EPINE

**Un élevage de vers marins va voir le jour au Terrain-Neuf.** La société Hémarina, basée à Morlaix, a racheté la Ferme marine en avril dernier. Elle va y créer un élevage de vers marins, baptisé Polyfarm. A terme, l'établissement devrait produire entre 20 et 30 tonnes de vers marins, utilisés dans différentes applications médicales et produits pharmaceutiques. Cet élevage sera le premier du genre en France. ( *Ouest France Edition Challans Saint Gilles 23/01/14 p.4;13* )

### OLONNE-SUR-MER

**Décathlon ouvrira au printemps 2015.** Un magasin Décathlon (2 000 m<sup>2</sup> de surface commerciale) ouvrira ses portes au printemps 2015 à Olonne sur Mer. A la clé : 35 emplois et une offre commerciale renforcée pour le pays des Olonnes. ( *HERAUD Gérard, Sables Vendée Journal (Les) 27/02/14 p.3* )

**Le Chocolatier Sablais. L'atelier va s'agrandir.** La PME disposera au final de 2 700 m<sup>2</sup> sur son site d'Olonne-sur-Mer. De quoi élargir ses gammes de chocolat et de biscuits, afin d'alimenter de nouveaux marchés, comme la restauration ou l'export. La société vend aujourd'hui sa marque aux GMS (Leclerc, Système U et Intermarché) de la Normandie à Royan en passant par Paris. Le Chocolatier Sablais emploie 19 salariés et réalise 3,4 ME de CA. ( *Journal des Entreprises (Le) - Loire-Atlantique Vendée n°318, 02/2014 p.31* )

### SAINT-GILLES-CROIX-DE-VIE

**Les patrons unis pour l'économie du canton.** L'association Pays de Saint Gilles Entreprises vient de voir le jour. Présidée par Gérald Tessier, elle compte déjà trente adhérents, représentant 2 000 salariés. Objectif : mieux porter leurs projets communs auprès des élus. ( *ETOUBLEAU Françoise, Ouest France Edition La Roche-sur-Yon 21/02/14 p.18* )

### SAINT-JEAN-DE-MONTS

**Projet d'extension du Super U. Philippe Gaudin : "dynamiser l'ensemble du commerce".** Lors de son assemblée générale, l'association des commerçants et artisans Cap Saint Jean évoquait le recours qu'elle a déposé contre la création d'un nouveau Super U auprès de la CNAC et qui lui a été "refusé". De son côté, Philippe Gaudin affirme qu'il "vise les mêmes intérêts que la refonte du centre-ville : dynamiser l'ensemble du commerce montois et répondre aux besoins". "Mon objectif est de renforcer l'attractivité à Saint Jean, et non pas de fermer des commerces". ( *Courrier Vendéen (Le) 06/02/14 p.37* )

**La C@linosphère de la Mie Câline primée.** La Sas Monts Fournil vient de recevoir le prix Groupe pour son nouveau réseau collaboratif d'entreprise. L'enquête sur le climat social au sein de l'entreprise réalisée en 2012 et la mise en place de groupes de réflexion ont abouti à la création d'un projet de réseau collaboratif, baptisé la C@linosphère, ayant pour objectif : "d'améliorer la communication, de favoriser l'innovation, de diffuser les bonnes pratiques et de développer l'appartenance à la marque et le travail en mode projet". Ouverte aux 260 salariés de l'entreprise en décembre, la plateforme collaborative enregistre, à ce jour, un taux d'adhésion de 65%. Le réseau sera ouvert en juin aux franchisés. ( *Ouest France Edition Challans Saint Gilles 31/01/14 p.15* )

### TALMONT-SAINT-HILAIRE

**Barilla investit à Talmont.** Le groupe Barilla a investi 4 ME dans son usine de Talmont, spécialisée dans les produits de viennoiserie et boulangerie de marque Harrys : palettisation automatique, amélioration de l'outil industriel et effort sur l'environnement avec 100% des déchets du site revalorisés. ( *Journal de la Vendée (Le) 02/2014 p.2* )

### TALMONT-SAINT-HILAIRE

**Zone commerciale des Rogues : le groupe E.Leclerc retenu.** L'auteur du projet d'implantation d'une surface commerciale au lieu-dit "Les Rogues" dans la continuité du parc d'activité du Pâtis, s'étant désisté, une nouvelle consultation a été menée. La proposition du groupe E.Leclerc a été retenue. Son projet prévoit l'implantation d'une surface commerciale de 2 500 m<sup>2</sup> : surface de vente à vocation alimentaire, drive, espace culturel, station-service, restaurant et commerces (jardinerie, magasin de bricolage, magasin de sports...). La commune a demandé au groupe E.Leclerc des mesures compensatoires en faveur du commerce du centre-ville. ( *Sables Vendée Journal (Les) 06/02/14 p.23* )



### COMMUNICATION/INFORMATION/TIC

**Le département lance son plan numérique.** La Vendée a mis en place un schéma numérique avec l'objectif de fournir le très haut débit (THD) à tous les Vendéens pour 2025, dont 85% en fibre optique. L'investissement est évalué entre 60 et 70 ME. Pour sa mise en place, un groupement d'intérêt économique, Vendée Numérique, a été créé. (DEFAWE Jean-Philippe, *Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment (Le)* 14/02/14 p.66)

**L'internet ultrarapide commence à tisser sa toile.** La fibre optique commence à être déployée en Vendée. L'enjeu est majeur pour l'économie et pour éviter "une fracture numérique" du département. 1er objectif : 107 000 foyers connectés à l'horizon 2020. Carte. (GUERIN Benoît, *Ouest France Edition La Roche-sur-Yon* 05/02/14 p.8)

### GESTION/FINANCES

**Les Herbiers entreprises, l'asso des dirigeants.** Laurent Gaillard, Pdg du groupe Gaillard, est le président des Herbiers entreprises. L'association, qui regroupe 120 dirigeants du canton, a pour objectif de promouvoir le territoire et sa dynamique économique. Entretien. ( *Ouest France Edition Montaigu-Les Herbiers* 27/02/14 p.9 )

**Un partenariat pour aider les créateurs d'entreprise.** Christian Boury, président d'Inov, et Véronique Benoist, vice-présidente de la Caisse fédérale du Crédit Mutuel Océan ont signé une nouvelle convention de partenariat. La banque va abonder les fonds de prêt d'honneur de l'association Initiative nord et ouest Vendée, soit 7 500 euros en 2014. Contact : Cindy Pasquier - tél : 07 62 69 94 38 - contact@inov85.fr. www.inov85.fr ( *Ouest France Edition La Roche-sur-Yon* 18/02/14 p.7 )

**Médiation du crédit : 66% de réussite en Vendée.** La médiatrice nationale du crédit aux entreprises a fait le point sur le dispositif dans le département. Plus de 500 dossiers ont été traités et 4 000 emplois sauvés. L'industrie et le bâtiment sont les plus concernés. www.mediateurducredit.fr(PIEGAY Fabien, *Ouest France Edition La Roche-sur-Yon* 18/02/14 p.8 )

**De l'aide pour les petits investissements.** Le dispositif "500 projets pour les territoires" est un sérieux coup de pouce aux initiatives. Il reste plus de 3 ME à distribuer. Cette aide (de 4 000 à 50 000 euros) peut profiter aux artisans, commerçants, agriculteurs,... et associations. En six mois, 70 projets ont été accompagnés, concernant 267 entreprises. (HROVATIN Sylvie, *Ouest France Edition La Roche-sur-Yon* 07/02/14 p.7)

**Financement des PME : une vraie révolution dans l'Ouest ?** Rarement les entreprises régionales n'ont eu autant d'outils financiers à leur disposition. De nombreux fonds de prêts ou de capital-investissement, comportant souvent une part d'argent public, voient actuellement le jour. Sont-ils vraiment utiles ? Focus sur ces nouveaux outils : Prêt CCI Innovation, prêt Réseau Entreprendre, Prêt Vendée Développement, Bpifrance, Go Capital Amorçage, Idée. (*Journal des Entreprises (Le)* n°318, 02/2014 p.3 )

### INDUSTRIE/INNOVATION

**Les robots à l'attaque.** En prônant une robotisation "offensive", la Région entend aider ses entreprises à se moderniser et à grandir. Elle s'est dotée de deux outils d'exception : la plateforme régionale d'innovation Proxinnov (La Roche-sur-Yon), et le Centre industriel de réalité virtuelle (CIRV) qui ouvrira ses portes à Saint-Nazaire en septembre 2014. La région a aussi créé un fonds de 10ME consacré au dispositif Robot Start PME afin d'accompagner 250 entreprises pour l'installation de leur premier robot. (BUTZBACH Thierry, *Régions magazine* n°117, 02/2014 p.56-57 )

**Chaires d'entreprise : l'Ouest se prend au jeu.** Après la création de plusieurs chaires d'entreprises dans la région, l'école d'ingénieurs Centrale Nantes vient de signer deux nouvelles chaires d'entreprise, richement dotées. L'une, bénéficiant de 4,5 ME, engage Renault et l'éditeur de logiciels de simulation LMS, filiale de Siemens. L'autre est conclue avec l'équipementier Mann+Hummel. A l'université de Nantes, on envisage aussi la création d'un institut de recherche international qui comptera pas moins de 10 chaires. (GUIMARD Emmanuel, *Lettre API (La)* n°998, 30/01/14 p.1;6 )

**Le Conseil régional des Pays de la Loire porte un projet d'Institut de recherche technologique (IRT) de l'alimentaire.** Bref. Il sera dédié à l'innovation et aux technologies alimentaires. ( *Lettre API (La)* n°998, 30/01/14 p.2 )

**We Network représentera la filière électronique régionale.** We Network, abréviation de West Electronic & Applications Network, est le nouveau nom de la filière électronique régionale. Elle fusionne le cluster LEA Valley (90 entreprises adhérentes) et l'association Astinov (120 entreprises), cellule de diffusion technologique et gestionnaire de la plateforme régionale d'innovation Atrium. Elle rejoindra la Maison de l'électronique à Angers, en 2017. ( *Lettre API (La)* n°998, 30/01/14 p.8 )

## RELATIONS INTERNATIONALES

**Export : quand la Vendée joue la carte collective.** Cinq entreprises spécialisées dans le machinisme agricole (Groupe Cartel, Groupe Rabaud, Société Carré, Société Brochard et Hydrokit) se sont associées dans une entité baptisée Agri-Vendée, afin de peser davantage sur les marchés européens. Payant : en un an, leur union a déjà généré 15 ME de CA. (GAUTIER Jean-Philippe, Ouest France Edition La Roche-sur-Yon 18/02/14 p.9)

**Le Conseil régional des Pays de la Loire va lancer un prêt à l'export.** Bref. Baptisé Pays de la Loire prêt export, il s'agit de prêts avantageux pour aider les PME, les TPE et les artisans à développer leurs activités à l'international. ( Lettre API (La) n°998, 30/01/14 p.5 )

## ENVIRONNEMENT/DEVELOPPEMENT DURABLE

**Amorce d'une transition énergétique.** Le Conseil régional des Pays de la Loire a adopté sa stratégie en matière de transition énergétique pour 2014-2020. Le scénario entend diviser par 2 la quantité d'énergie consommée à l'horizon 2050, par 4 les émissions de gaz à effet de serre, stabiliser la consommation électrique et produire l'équivalent en volume avec des énergies renouvelables. (Lettre API (La) n°999, 06/02/14 p.2)

## TRANSPORT/LOGISTIQUE

**Le trafic frôle le million de tonnes.** Le port de commerce des Sables d'Olonne a enregistré un trafic de 963 554 tonnes en 2013 (965 061 tonnes en 2012). Les importations terminent l'année 2013 en hausse de 0,51%. Le port géré par la Chambre de commerce et d'industrie de Vendée poursuit sa mise aux normes ISPS sur les quais dédiés au trafic international. (Marin (Le) 14/02/14 p.11)

## TRAVAIL/EMPLOI/FORMATION

**Le pôle aéronautique lancé au centre militaire.** Cinq formations à des métiers en tension dans le domaine de l'aéronautique seront dispensées au CMFP (centre militaire de formation professionnelle). La première, qui sera lancée en novembre 2014, formera au métier de soudeur aéronautique. En 2015, des formations de monteur de structures aéronautiques et monteur câbleur seront en place. En 2016, ce seront les formations de technicien aérostructures et inspecteur qualité structure qui démarreront. Le pôle, soutenu par les Pays de la Loire et la municipalité de Fontenay, est ouverte aux demandeurs d'emploi. ( Ouest France Edition Fontenay-Luçon 27/02/14 p.9 )

**Industrie : des plans de formation à organiser.** Aéronautique, navale, énergies marines... La Région et les partenaires sociaux mettent en place un dispositif "Compétences 2020" pour répondre aux besoins. Il s'agit de favoriser le retour à l'emploi de personnes issues de secteurs industriels fragilisés, vers les filières en développement où existent de vraies tensions. (Ouest France Edition La Roche-sur-Yon 11/02/14 p.7)

## AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**Paul-Henri Dubreuil : "les industriels auront besoin d'entreprises comme les nôtres".** "Nous sommes dans un territoire favorable à l'entreprise. Désormais désenclavée, la Vendée dispose de tous les facteurs pour s'assurer un avenir positif, si elle garde cet esprit d'initiative et d'entreprise. (...)" ( Lettre API (La) n°1000 Supplément, 13/02/14 )

**Philippe Audureau : "construire l'avenir avec discernement et détermination".** "Rarement le monde du bâtiment aura connu un si fort fléchissement et autant de mutations. Dans ce contexte, VM Matériaux ne cesse de se réinventer, fort d'un savoir-faire d'industriel et de distributeur. (...)" ( Lettre API (La) n°1000 Supplément, 13/02/14 p.4 )

**Bruno Hug de Larauze, Idea Groupe : "il faut se préparer à la troisième révolution industrielle".** Entrepreneur, à la tête d'un groupe de 830 salariés, et président de la CCI régionale, Bruno Hug de Larauze livre son analyse des forces et faiblesses du territoire. (BASSI Olivia, Lettre API (La) n°1000 Supplément, 13/02/14 p.7)

## PECHE/AGRICULTURE

**L'éolien offshore en débat chez les pêcheurs.** Près de l'île d'Yeu et de Noirmoutier, le comité régional soutient le projet EDF. A plus long terme, il s'inquiète des zones envisagées pour des éoliennes posées et flottantes. (MARIN Matthieu, Ouest France Edition La Roche-sur-Yon 19/02/14 p.8)

## COMMERCE/SERVICE/ARTISANAT

**Les artisans se mobilisent à nouveau.** L'opération, les Sacrifiés, acte II, est en route. Les artisans et commerçants de proximité vendéens, cette fois, interpellent les élus : parlementaires et candidats aux élections municipales, pour qu'ils portent leurs revendications comme celle "de l'abandon du crédit d'impôt compétitivité emploi". L'UPA 85 demande aux candidats de s'engager pour tout mettre en œuvre pour faire baisser la fiscalité et les dépenses locales et à soutenir les actions économiques et l'implantation de commerces de proximité. [www.sauvonslaproximite.com/](http://www.sauvonslaproximite.com/) (Ouest France Edition La Roche-sur-Yon 26/02/14 p.9 /voir aussi Le Journal du Pays Yonnais p.5)